

Webinaire 10 juillet 2025

**« Prestations de Développement et d'Exploitation de bout en bout des SI Cœur,
dans un environnement Cloud mis à disposition »**

Questions posées en séance et réponses apportées :

Question 1 :

Les lots seront-ils exclusifs entre eux ?

Réponse 1 :

Ce point sera précisé dans les modalités prévues de la consultation, détaillées à la diapositive 28 du support présenté.

Question 2 :

Dans le cadre de possibilité de mutualisation inter-lots pour permettre des gains économiques, quels sont les mécanismes que vous proposez pour atteindre ces objectifs ? (Intention pour créer 4 lots alors qu'une massification résonne plus avec vos contraintes budgétaires ?

Réponse 2 :

La structuration actuelle résulte d'un système hérité, dit "Legacy", qui ouvre d'importantes perspectives d'optimisation. Un certain nombre de composants doivent être fermés ou décommissionnés, et les usages réels doivent être réévalués.

La création de plusieurs lots répond à la complexité des interactions nécessaires avec différents acteurs institutionnels, tels que le ministère de l'Intérieur (identité numérique), le GIE SESAM-Vitale (application Carte Vitale), ou l'Assurance Maladie.

La mutualisation inter-systèmes est déjà en place, et les logiques de convergence et d'efficacité économique seront intégrées dans les mécanismes de consultation.

Question 3 :

Quelles perspectives d'évolution de ces 4 domaines pour continuer à faire progresser la e-santé en France ?

Réponse 3 :

A titre d'exemple, des projets tels que RIPSC et Pro Santé Connect s'inscrivent dans une dynamique structurante de la e-santé. À l'instar de la dématérialisation de la facturation amorcée en 1994, ces initiatives représentent un changement de paradigme technologique et organisationnel. L'introduction de la version 4 de la CPS illustre également cette avancée vers une e-santé dite "2.0".

Question 4 :

Principales aspirations autour de ces 4 domaines ? / Pouvez-vous communiquer la roadmap de chaque application ?

Réponse 4 :

Il n'est pas opportun de communiquer une roadmap exhaustive en séance, dans la mesure où les applications concernées s'inscrivent dans une trajectoire nationale dépendante de multiples arbitrages. Une vision stratégique existe à 10 ans, mais les priorités opérationnelles peuvent évoluer à 12 ou 24 mois.

Question 5 :

Sur le lot « Identité et Accès », est-ce qu'il y a une exigence de pouvoir être indépendant des stores Apple/Google pour l'appli e-CPS ?

Réponse 5 :

L'application e-CPS ne relève pas du périmètre de la consultation SI CŒUR, objet du présent webinaire. Elle est couverte par un contrat distinct.

Question 6 :

Quels sont les hébergeurs actuels ?

Quel pourcentage représente OVH ?

Avez-vous prévu de tout migrer sur OVH, Scaleway et Cloud temple ?

Envisagez-vous d'utiliser les CSP NumSpot et Outscale sur le marché Hébergement ?

Réponse 6 :

Les hébergeurs actuellement mobilisés par l'ANS sont détaillés à la diapositive 7 du support présenté, à savoir : OVH (Private, Public, SecNum), Scaleway et CloudTemple (SecNum), en fonction des périmètres techniques, comme la téléphonie.

Aucune migration complète vers un prestataire unique n'est envisagée. Le recours à différents CSP (hébergeurs) est envisagé en fonction de leur adéquation aux besoins techniques et financiers.

Les prestataires tels que NumSpot ou Outscale pourront être sollicités si leur offre correspond aux attendus. Le recours aux marchés cloud des centrales d'achat garantit cette souplesse.

Question 7 :

Sur le lot « ROR », vous avez décrit 2 équipes de 6 développeurs, qu'en est-il de la partie infrastructure ? Combien de personnes ?

Réponse 7 :

À ce jour, trois personnes sont affectées au périmètre infrastructure. Cette fonction est mutualisée avec un prestataire sous-traitant du titulaire actuel du marché.

Question 8 :

Sur le lot « ROR », vous utilisez KUbernetes sur le Front. Pour le back et le BDD, c'est du IaaS ?

Réponse 8 :

La base de données utilisée pour le ROR est MySQL, comme indiqué à la diapositive 14 de la présentation.

Question 9 :

Quel est le volume de build (annuel) pour chaque application ?

Quel est le volume moyen d'incidents mensuels par application ?

Quels types d'incidents sont les plus fréquents (bloquants, mineurs, récurrents) ?

Quel est le nombre de ticket de support par application ?

Quel est le nombre de plateforme et de VM pour chaque application ?

Y'a-t-il un système d'automatisation des déploiements ?

Quel est le nombre d'ETP à date pour chaque application ?

Réponse 9 :

Les informations demandées (volumétrie, incidents, tickets, VM, etc.) seront communiquées au moment de la publication du marché dans les documents de la consultation, de façon aussi exhaustive que possible, afin d'apporter une visibilité satisfaisante sur les ressources mobilisées par périmètre.

L'existence d'un dispositif d'automatisation des déploiements est confirmée.

Question 10 :

Sur le lot « Annuaire », quelles technos vont disparaître avec la bascule vers la nouvelle Plateforme FINISS ?

Réponse 10 :

Les technologies mentionnées dans le marché concernent exclusivement la nouvelle plateforme FINISS. Le système d'information historique ne fait pas partie du périmètre contractuel.

Question 11 :

Sur le lot « Annuaire », envisagez-vous de sortir d'ORACLE sur le futur marché ? Une bascule vers PostGres par exemple ?

Réponse 11 :

La trajectoire de transformation de l'ANS inclut l'hypothèse d'un retrait progressif d'Oracle. Une montée de version récente (Oracle 12 vers 19) a été effectuée. Un passage vers d'autres technologies, telles que PostgreSQL, est envisageable, en cohérence avec les orientations vers des architectures applicatives « cloud native ».

Question 12 :

Quelles sont les contraintes sur le delivery (proximité, technologies, sécurité, habilitations du personnel, méthodologie projet...) ?

Réponse 12 :

Les contraintes relatives au delivery seront détaillées dans la suite des échanges ou dans le dossier de consultation. Elles concernent plusieurs lots et incluent des exigences en matière de proximité géographique, sécurité, méthodologie et habilitations.

Question 13 :

Quelle est l'API Gateway utilisée ?

Réponse 13 :

L'API Gateway actuellement utilisée est Gravitee.

Question 14 :

Quel est volume d'exploitation entre les SI transverses Vs les applications métiers ?

Réponse 14 :

Le volume d'exploitation des systèmes d'information transverses et des applications métiers est encore en cours de consolidation. Le programme est actuellement en phase de build. La montée en charge progressive de la plateforme déterminera les métriques futures. Un complément chiffré sera fourni ultérieurement, en particulier dans le dossier de consultation.

Question 15 :

Nous avons compris que la TME (Tierce Maintenance Exploitation) des différentes applications est faite dans le lot 4. Est-ce qu'il comprend également le MCS ?

Réponse 15 :

La TME est bien prise en charge pour les applications déployées sur la plateforme PFC Cloud.

En revanche, les applications des autres lots (1 à 3) sont gérées de manière autonome : elles ne sont pas encore hébergées sur la PFC Cloud, sauf si elles sont « cloud native ».

Le MCS (Maintien en Conditions de Sécurité) est également intégré pour les produits hébergés sur la plateforme. Il est assuré par des équipes produits autonomes, selon les exigences spécifiques à chaque projet.

À date, les applications déployées ou à venir sur la PFC Cloud sont Esign Santé et l'API Manager, et à horizon fin d'année : Éval Carbone, Observatoire, RIPSC, FINESS

Question 16 :

Quelle est la différence entre le « RUN infra » et l'infogérance pour vous (MCO/MCS) ? Vous avez indiqué la nécessité d'avoir une uniformisation des outils/mode de déploiement « Inter lots ». Comment envisagez-vous « d'imposer » cette uniformisation avec des titulaires différents ?

Réponse 16 :

Le Run Infra concerne la maintenance opérationnelle et sécuritaire (MCO/MCS) des composants techniques (VM, réseau, conteneurs, etc.).

L'infogérance désigne un service global externalisé de gestion technique ou applicative, mobilisable sur sollicitation.

L'uniformisation inter-lots des outils et pratiques de déploiement fera l'objet de mesures de gouvernance et de coordination contractuelle dédiées, intégrées au marché.

Question 17 :

En complément des questions déjà posées, pourrez-vous nous indiquer le nombre de composants à gérer par application ou lot ? Exemple : nombre de VM, middleware, conteneurs par application

Réponse 17 :

À date, seules 3 à 4 machines virtuelles (VM) composent l'infrastructure de la PFC Cloud.

Les détails relatifs aux conteneurs, middleware et composants par application seront précisés dans les pièces du dossier de consultation.

Question 18 :

Avez-vous prévu des séances pour consulter la documentation des systèmes à reprendre ?

Réponse 18 :

L'ANS prévoit l'ouverture d'une Data Room pour permettre l'accès encadré à la documentation technique des systèmes existants. Cette disposition sera formalisée dans le Règlement de Consultation.

Question 19 :

Avez-vous prévu d'associer un DQE dans le marché ?

Réponse 19 :

Une annexe financière comportant un Détail Quantitatif Estimatif (DQE) est prévue pour chaque lot sur la durée globale du marché.

Question 20 :

Vous avez indiqué que précédemment tout le périmètre était dans un lot unique. Quelles sont les raisons/optimisations attendues d'une séparation en 4 lots ?

Réponse 20 :

Le découpage en 4 lots s'inscrit dans une logique de lisibilité, d'ouverture à la concurrence et d'accès à des acteurs de taille intermédiaire, de réduction des seuils financiers unitaires et de simplification de gestion.

Cette organisation vise une meilleure réactivité et une responsabilisation accrue des titulaires. L'approche "un acteur par lot" offre davantage d'autonomie et de réactivité.

Question 21 :

L'exclusivité des lots concerne-t-elle également les sous-traitants ?

Réponse 21 :

Les sous-traitants, au sens de la loi de 1975, peuvent figurer dans plusieurs offres au sein d'un même lot. En revanche, un même co-traitant ou mandataire ne peut apparaître dans plusieurs groupements candidats à un même lot.

Question 22 :

Dans quelle mesure êtes-vous ouverts à la proposition de dispositifs nearshore, hybrides, à proximité chez le prestataire ou sur site ANS ?

Réponse 22 :

L'exécution en France métropolitaine demeure une préférence, notamment pour les environnements de production.

Toutefois, des propositions hybrides (nearshore, sur site prestataire, etc.) peuvent être étudiées en phase de négociation, dès lors qu'elles garantissent performance, sécurité et maîtrise du delivery.

Question 23 :

De quelles expertises particulières aurez-vous besoin pour assumer les activités attendues ?

Réponse 23 :

Les expertises attendues incluent notamment : API FHIR, chaînes CI/CD, Jenkins, Kubernetes, Git, DevOps, solutions open source.

Des besoins ponctuels peuvent concerner l'accessibilité (RG2A), l'éco-conception (RGESN), le design system de l'État, ou des profils spécifiques comme DBA ou UX Designer.

Ces compétences sont attendues d'autant plus qu'elles s'inscrivent dans le cadre des exigences interministérielles relatives à la transformation des systèmes d'information publics (interopérabilité, résilience, opensource, opendata, stratégie de l'Etat plateforme).

Question 24 :

Quel sera le poids du critère prix dans l'appel d'offres ? Et clause sociale ou sustainability ?

Réponse 24 :

Les critères d'attribution du marché sont en cours de réflexion. La pondération du critère « prix » sera importante mais reste à déterminer. Les critères environnementaux et le cas échéant sociaux seront précisés dans le Règlement de consultation.

Question 25 :

Est-ce que la partie Recette est incluse dans le Build ?

Réponse 25 :

Oui, dans le cadre du modèle Build & Run, les phases de tests, de validation métier et de recette sont intégrées.

Les approches Agiles prévoient une implication forte des testeurs.

L'outillage transverse inclut notamment Squash pour la gestion des cas de test.

Question 26 :

Principales sources de satisfaction du fonctionnement actuel sur ces 4 domaines ?

Réponse 26 :

Cette question ne sera pas traitée oralement lors de ce webinaire. Une réponse écrite pourra être étudiée a posteriori, si elle présente un intérêt collectif.